



Message concernant le financement de la coopération technologique
en Europe pour la période 1988 - 1991

Vu la proposition du DFEP du 20 mai 1987

Vu les résultats de la procédure de co-rapport, il est

décidé :

1. Le message concernant le financement de la coopération technologique en Europe pour la période 1988 - 1991 et le projet d'arrêté fédéral y relatif sont adoptés.
2. Le problème des structures sera décidé au plus tard à fin juin 1987. Le message sera adapté par le DEP dans ce sens.

Pour extrait conforme,
Le secrétaire :

Publication:
Feuille fédérale

| Protokollauszug an: | | | | |
|---|------|----------|------|-------|
| <input checked="" type="checkbox"/> ohne / <input type="checkbox"/> mit Beilage | | | | |
| z.V. | z.K. | Dep. | Anz. | Akten |
| | X | EDA | 6 | |
| | X | EDI | 3 | |
| | X | EJPD | 3 | |
| | X | EMD | 4 | |
| | X | EFD | 7 | |
| | X | EVD | 2 | |
| | X | EVED | 5 | |
| | X | BK | 4 | |
| | | EFK | | |
| | | Fin.Del. | | |





EIDGENÖSSISCHES VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'ECONOMIA PUBBLICA

181.2

3003 Berne, le 20 mai 1987

Au Conseil fédéral

Financement de la coopération technologique en
 Europe pour la période 1988 - 1991

Nous vous soumettons le projet de message concernant le financement de la coopération technologique en Europe pour la période 1988 - 1991 et le projet d'arrêté fédéral y relatif.

D'importantes initiatives sont en cours dans le domaine de la coopération technologique en Europe. La Communauté Européenne (CE) a mis en chantier une série de programmes aux thèmes fort variés et importants du point de vue de la politique industrielle et de celle de la recherche. L'intérêt de la Suisse se concentre sur une collaboration à des programmes et projets dans les domaines stratégiquement importants des technologies de l'information, des télécommunications et des matériaux. Ces thèmes correspondent parfaitement aux objectifs prioritaires du Conseil fédéral en matière de politique de la recherche.

Le crédit sollicité est destiné à soutenir une participation appropriée de notre pays à la politique européenne de la recherche et de la technologie qui se dessine de plus en plus nettement et à tenir compte du besoin croissant de coopération internationale dans les domaines importants de la recherche et de la technologie.

A l'heure actuelle, il n'est pas encore possible de chiffrer avec exactitude les fonds qui seront nécessaires à l'encouragement de la coopération technologique européenne. Les pourparlers de Bruxelles concernant les programmes de la CE sont encore en cours et les modalités d'une participation suisse ne sont donc pas arrêtées. Dans le cas d'EUREKA également, on ne dispose pas non plus de données précises sur l'ampleur des crédits nécessaires. Cela est d'autant plus vrai que les initiatives relatives à des projets émanent des milieux de l'économie et de la science et que cette forme de participation internationale constitue une nouveauté. Nous estimons toutefois qu'un cadre de 80 millions de francs est justifié pour un crédit global couvrant les années 1988 - 1991. Il nous paraît judicieux d'intégrer à l'avenir les crédits de paiement correspondants dans le budget de l'Office fédéral des questions conjoncturelles.

Il est prévu d'affecter les moyens sollicités à des fins d'encouragement selon les critères suivants:

- Le principe de subsidiarité est pleinement appliqué, ce qui signifie que l'économie privée, qui est intéressée au premier chef à la recherche et au développement, doit en règle générale supporter elle-même les coûts.
- L'Etat peut accorder une aide financière lorsqu'un intérêt public supérieur le justifie, par exemple pour promouvoir des projets relatifs à l'infrastructure en matière de recherche (cf. COSINE, annexe 1). Cet intérêt public prend aussi la forme d'une participation suisse à un programme complet ou partiel, parce que ce programme revêt une importance cruciale pour toute une branche du savoir ou de l'économie.
- Les aides financières accordées pour des projets qui, conformément au modèle de collaboration prédominant dans la coopération technologique européenne, sont réalisés conjointement par l'industrie et des instituts de recherche sans but lucratif, sont déterminées selon les principes reconnus et les critères de la Commission pour l'encouragement de la recherche scientifique (CERS).

Les tâches de la Confédération en rapport avec la participation suisse à la coopération européenne sur le plan technologique sont de manière caractéristique des tâches-charnières dont l'accomplissement nécessite une collaboration et une coordination étroites entre les offices fédéraux intéressés.

Afin de garantir une utilisation judicieuse et efficace des moyens sollicités, l'organisation doit être simplifiée au niveau de la Confédération conformément à l'organigramme contenu dans l'annexe de la présente proposition.

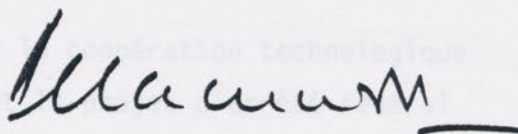
Les offices suivants ont été consultés dans le cadre de la procédure préliminaire (consultation des offices): Chancellerie fédérale, Direction des organisations internationales, Bureau de l'intégration DFAE/DFEP, Office fédéral de l'éducation et de la science, Office fédéral de la justice, Administration fédérale des finances et Office fédéral du personnel. Il a

- 3 -

été tenu compte des suggestions de nature rédactionnelle. En revanche, il n'a pas été possible d'éliminer les divergences d'appréciation qui existent par rapport à l'Office fédéral de l'éducation et de la science en ce qui concerne l'organisation et les compétences internes de la Confédération ainsi que l'attribution des crédits qui en découle.

Nous vous proposons donc de prendre la décision ci-jointe.

DEPARTEMENT FEDERAL
DE L'ECONOMIE PUBLIQUE



Publication dans la Feuille fédérale

Annexes:

- Projet de décision du Conseil fédéral / Organigramme
- Projet de message (allemand et français)
- Projet d'arrêté fédéral (allemand et français)
- Projet de communiqué de presse

Pour co-rapport à tous les départements

Extrait du procès-verbal à:

- ChF 5
- DFAE 3 (DOI 3)
- DFI 3 (OFES 3)
- DFJP 3 (OFJ 3)
- DFF 6 (AFF 3, OFPER 3)
- DFEP 20 (SG 8, OFQC 3, BI DFAE/DFEP 3, OFAEE 3)

Financement de la coopération technologique en Europe pour la période 1988 - 1991

Vu la proposition du DFEP du 20 mai 1987

Vu les résultats de la procédure de co-rapport, il est

décidé:

Le message concernant le financement de la coopération technologique en Europe pour la période 1988 - 1991 et le projet d'arrêté fédéral y relatif sont adoptés.

Pour extrait conforme,

Le secrétaire:

Publication:

Feuille fédérale

Commission interdépartementale de coordination
EUREKA/Programmes de technologie de la CE

Membres: DFEP: OFAAE/OFQC/OFIANT
DFAE/DFEP: BI
DFI: OFES, Conseil suisse de la science
DFF: AFF
DMF: GDA (Observateur)
DFAE: DOI
PTT

Président: Directeur OFAAE
Vice-présidents: Directeur OFES
Directeur OFQC

IB EDVLEAD
SCHWIZ - STAMMS
OFFIZIALSIZ

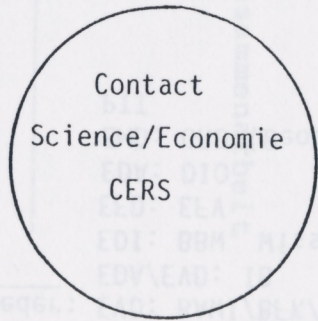
STAMMS - STAMMS
OFFIZIALSIZ

Connexion
Suisse - Etranger
BI DFAE/DFEP

Direction des projets
suisses
OFQC

Représentation extérieure

Gestions des projets



Interdepartementaler Ausschuss
Eureka/EG-Technologieprogramme

Mitglieder: EVD: BAWI/BFK/BIGA
EDA/EVD: IB
EDI: BBW, Wissenschaftsrat
EFD: EFV
EDA: DIO
EMD: GRD (Beobachter)
PTT

Präsident: Direktor BAWI
Vizepräsidenten: Direktor BBW
Direktor BFK

Bf DEVE/DELEB
201226 - ECUVDEL
COMEX/OU

0-00
201226
D/1226/001

Schaltstelle
Schweiz - Ausland
IB EDA/EVD

Projektleitung Schweiz
BFK

Vertretung nach Aussen

Projektmanagement

Anlaufstelle
Wirtschaft/Wissenschaft:
KWF



EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT
FÜR AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN
DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DIPARTIMENTO FEDERALE DEGLI AFFARI ESTERI

Ausgeteilt

Bern, den 26. Mai 1987

An den Bundesrat

Botschaft über die Finanzierung der technologischen
Zusammenarbeit in Europa 1988 - 1991

M i t b e r i c h t

zum Antrag des Eidgenössischen Volkswirtschafts-
departementes

Unter Vorbehalt der folgenden Textergänzung sind wir mit dem
beantragten Botschaftsentwurf einverstanden:

zu 5 Rechtsgrundlagen (S. 33 des Botschaftsentwurfes)

"Was die Finanzhilfen betrifft, die nicht Empfängern nach Artikel 5 der Verordnung über die Förderung der praxisorientierten Forschung und Entwicklung gewährt werden, sondern einen Transfer von Mitteln an die EG bedingen, kann diese grundsätzlich ohne besondere gesetzliche Grundlage erfolgen (siehe Botschaft FIPOI-CERN; BBl 1984 I 1205). Der Umstand, dass Artikel 16 Absatz 3 Buchstabe a des Forschungsgesetzes (SR 420.1) den Bundesrat befugt, im Rahmen der bewilligten Kredite in eigener Zuständigkeit Abkommen über die internationale wissenschaftliche Zusammenarbeit abzuschliessen, ist nicht konstitutiver Natur für die Ausrichtung freiwilliger Beiträge im Bereich der internationalen Beziehungen, wie namentlich bei der internationalen Forschungszusammenarbeit...."

Begründung: Diese Textänderung ist eine notwendige Klarstellung entsprechend der Praxis zur Rechtsgrundlage für freiwillige Beiträge im auswärtigen Bereich (siehe BBl 1984 I 1213).

EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT FÜR
AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN

Pierre Aubert



EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT DES INNERN
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'INTÉRIEUR
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'INTERNO

3003 Bern, 27. Mai 1987

Für die BR.-Sitzung
 vom - 1. JUNI 1987

An den B u n d e s r a t

Financement de la coopération technologique en Europe
 pour la période 1988 - 1991

M i t b e r i c h t

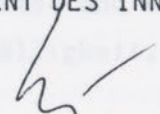
zum Antrag des EVD vom 20. Mai 1987

Wir sind mit der Unterbreitung einer Botschaft über die Finanzierung der technologischen Forschungs-Zusammenarbeit einverstanden.

Da indessen die organisatorischen Fragen noch nicht spruchreif sind, beantragen wir, die entsprechenden Erläuterungen in der Botschaft (deutsche Fassung auf den Seiten 26 bis 28; französische Fassung auf den Seiten 29 bis 31) ersatzlos zu streichen. Im Entwurf zum Bundesbeschluss über die Finanzierung der technologischen Zusammenarbeit in Europa 1988 - 1991 sind nur gerade die finanziellen Verpflichtungen aufgeführt. Aus diesem Grund hat die redaktionelle Aenderung der Botschaft keinen materiellen Einfluss auf den Inhalt des Beschlusses.

Wir geben uns allerdings Rechenschaft darüber, dass die organisatorischen Probleme der Forschungsförderung demnächst einer Lösung entgegenzuführen sind. Diese muss nicht vom Parlament beschlossen werden, sondern sie liegt im Entscheidungsbereich des Bundesrates. Der unterzeichnende Chef des EDI wird sich dieser Angelegenheit persönlich annehmen und in Berücksichtigung aller Aspekte eine tragfähige Form der Zusammenarbeit anstreben.

EIDGENOESSISCHES
 DEPARTEMENT DES INNERN

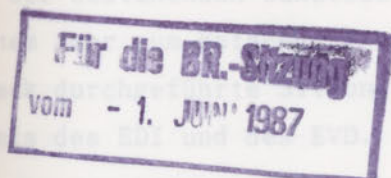

 Flavio Cotti



EIDGENÖSSISCHES VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'ECONOMIA PUBBLICA

181.2

Bern, den 29. Mai 1987

An den Bundesrat

Finanzierung der technologischen
 Zusammenarbeit im Europa

Stellungnahme zu den Mitberichten

- des EDA vom 26. Mai 1987
- des EDI vom 27. Mai 1987

1. Der im Mitbericht des EDA vom 26. Mai 1987 beantragten Textergänzung zu "5 Rechtsgrundlagen (S. 33 des Botschaftsentwurfes)" stimmen wir zu.
2. Entgegen den Ausführungen im Mitbericht des EDI sind wir der Auffassung, dass auch die organisatorischen Fragen im Sinne des dem Antrag des EVD vom 20. Mai 1987 beigelegten Organigrammes als auch der entsprechenden Ausführungen im Botschaftsentwurf auf den Seiten 26 - 28 vom Bundesrat jetzt zu entscheiden sind.

Begründung:

1. Die Frage der Behebung der von Wissenschafts- und Wirtschaftskreisen wiederholt klar monierten Mängel (Schwerfälligkeit, mangelnde Transparenz, Grundlagenforschung dominiert. Mit ihrer schwerpunktmässigen industrial-

organisatorische Zersplitterung von Aufgaben, die sachlich zusammengehören) an der bestehenden bundesseitigen Zuständigkeitsordnung steht seit rund einem Jahr zum Entscheide an. Wir erinnern beispielsweise an die zu diesem Zweck durchgeführte Sitzung vom 9. Juni 1986 unter dem Vorsitz der damaligen Chefs des EDI und des EVD.

2. Die schweizerische Oeffentlichkeit erwartet eine rasche Flurbereinigung durch den Bundesrat insbesondere nach zwei Richtungen: Klärung der finanzierungsseitigen Voraussetzungen einer schweizerischen Mitwirkung an der europäischen technologischen Zusammenarbeit sowie Schaffung einer klaren und nach aussen transparenten verwaltungsseitigen Zuständigkeitsordnung, die einen effizienten Einsatz der angeforderten Bundesmittel zu gewährleisten vermag. Ein weiteres Hinauszögern dieser Klärung, wie sie mit dem Vorschlag des EDI verbunden ist, birgt das Risiko, das Interesse schweizerischer Partner aus Wissenschaft und Wirtschaft zu lähmen, fristgerecht eigene Projektideen in die europäische technologische Kooperation einzubringen und damit ihre Attraktivität als Kooperationspartner unter Beweis zu stellen. In letzter Konsequenz müsste eine solche Entwicklung unsere Position in den unmittelbar bevorstehenden Verhandlungen mit der EG schwächen.

3. Ein weiteres Hinauszögern des Entscheides über die organisatorischen Fragen ist auch deshalb nicht zu verantworten, als sich die entsprechenden Vorschläge des EVD klar an den geltenden Kriterien und Richtlinien über die Zuständigkeiten der mitinteressierten Departemente bzw. Aemter orientieren:

- Das EVD verlangt die Federführung nur für EUREKA und diejenigen EG-Technologieprogramme, welche die Stärkung der internationalen Wettbewerbsfähigkeit zum Ziele haben, anwendungsorientiert und industriennah ausgerichtet sind, die Zusammenarbeit zwischen Wirtschaft und Wissenschaft über entsprechende Ko-Finanzierungen fördern. Diese Charakteristika entsprechen in hohem Masse der Förderungspraxis der Kommission zur Förderung der Wissenschaftlichen Forschung (KWF), welche organisatorisch beim EVD angesiedelt ist.

Bisher war die europäische Forschungskoooperation thematisch klar von der Grundlagenforschung dominiert. Mit ihrer schwerpunktmässigen industriell-

EIDGENÖSSISCHES VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE
 3
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'ECONOMIA PUBBLICA

len Ausrichtung verfolgen die EG-Technologieprogramme sowie EUREKA einen klaren Schwenker weg von der Grundlagenforschung in Richtung Technologieförderung. Diesem Prioritätenwechsel liegt die u.E. zutreffende Diagnose zugrunde, dass insbesondere Japan im Gegensatz zu Europa mit ungleich stärkerer Anwendungsnahe und Marktorientierung forscht und die erzielten Forschungsergebnisse konsequent und systematisch umzusetzen vermag. Das Ziel, die Wettbewerbsfähigkeit der europäischen Industrie auf den Weltmärkten zu stärken, erfordert nach Auffassung der EG-Kommission diese Schwerpunktverlagerung zugunsten der Förderung zukunftssträchtiger Technologien. Die volkswirtschaftliche Finalität und damit wirtschaftspolitische Motivation dieser Umorientierung ist manifest.

Berechtigter, Auszahlungsmodus für Direktzahlungen

Die gleiche Zielrichtung liegt aber auch Artikel 4 (Forschung) des Bundesgesetzes über die Vorbereitung der Krisenbekämpfung und Arbeitsbeschaffung zugrunde; dieser Artikel bildet die Rechtsgrundlage für die praxisorientierte Forschungsförderung durch die KWF. In seiner Aemterverordnung hat denn auch der Bundesrat die Förderung der anwendungsorientierten Forschung dem Bundesamt für Konjunkturfragen (BFK) überantwortet.

Technologieförderung ist nicht identisch mit Wissenschafts- und Forschungspolitik. So verlangt das vom Bundesrat entgegengenommene Postulat von NR Bonny, die Technologiepolitik beim EVD bzw. beim BFK anzusiedeln.

- Die Zuständigkeit des EDI bzw. des Bundesamtes für Bildung und Wissenschaft (BBW) im Bereich der grundlagen- und ausbildungsorientierten europäischen Forschungskoooperation bleibt gewährleistet. Die Mitwirkung des EDI bzw. des BBW bei EUREKA sowie den oben erwähnten EG-Technologieprogrammen ist durch die Einsitznahme des Direktors des BBW sowohl im interdepartementalen Ausschuss als auch in der KWF sichergestellt.

Protokollauszug an:

- EVD 15 Ex. (GS 5, NLM 5, BIGA 5)

- EVD 5 Ex. zur Kenntnis

- BK 5

EIDGENÖSSISCHES
 VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT

Leaumann